

1569^e réunion, 15-16 septembre 2026 (DH)

Liste indicative consolidée d'affaires pour la 1577^e réunion (décembre 2026) (DH) adoptée lors de la 1569^e réunion

Annexe 1

C. Examen des affaires à la 1577^e réunion

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
1	X ET AUTRES	ALBANIE	73548/17	31/08/2022	Défaut de mise en œuvre de mesures de déségrégation rapides et complètes dans une école élémentaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms et égyptiens (Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative, et non pas une définition des Roms et/ou des Gens du voyage).	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-2
2	CHIRAGOV ET AUTRES	ARMÉNIE	13216/05	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	CM/Del/Dec(2026)1553/H46-2
3	GROUPE OGANEZOVA	ARMÉNIE	71367/12	17/08/2022	Défaut de protection contre des attaques homophobes et des discours de haine ; défaut d'enquête effective ; absence de mécanisme de droit pénal national effectif pour enquêter sur les plaintes de discrimination.	CM/Del/Dec(2024)1514/H46-4
4	GROUPE MAMMADLI	AZERBAÏDJAN	47145/14	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale ou leur engagement politique et social actif, en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	CM/Del/Dec(2026)1563/H46-5
5	GROUPE KHADIJA ISMAYILOVA	AZERBAÏDJAN	65286/13	10/04/2019	Violations du droit des requérantes à la vie privée et à la liberté d'expression en relation avec leur profession.	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-3

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
6	GROUPE MURADOVA GROUPE MAMMADOV (JALALOGLU) GROUPE MIKAYIL MAMMADOV	AZERBAÏDJAN	22684/05 34445/04 4762/05	02/07/2009 11/04/2007 17/03/2010	Usage excessif de la force par les forces de sécurité et défaut d'enquête effective.	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-5
7	SHENTURK ET AUTRES	AZERBAÏDJAN	41326/17	10/06/2022	Transfert extrajudiciaire de l'Azerbaïdjan vers la Türkiye et déni de garanties effectives de protection contre le refoulement arbitraire.	CM/Del/Dec(2025)1521/H46-6
8	SARGSYAN	AZERBAÏDJAN	40167/06	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif.	CM/Del/Dec(2026)1553/H46-6
9	MUGEMANGANGO	BELGIQUE	310/15	10/07/2020	Absence de garanties procédurales adéquates et suffisantes en matière de contentieux postélectoral et absence d'un recours effectif.	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-8 CM/Del/Dec(2026)1563/A2
10	GROUPE DIMITROV ET AUTRES	BULGARIE	77938/11	17/11/2014	Usage excessif de la force par les forces de l'ordre ; ineffectivité des enquêtes.	CM/Del/Dec(2025)1531/H46-10
11	P.H.	BULGARIE	46509/20	27/09/2022	Refus injustifié des tribunaux aux demandes de changement de genre du requérant.	CM/Del/Dec(2023)1475/H46-13 CM/Del/Dec(2025)1537/A2
12	GROUPE TKHELIDZE	GÉORGIE	33056/17	08/10/2021	Absence de protection contre des violences domestiques et défaut d'enquête effective sur l'inaction de la police.	CM/Del/Dec(2024)1514/H46-15
13	GROUPE BEKIR-OUSTA ET AUTRES	GRÈCE	35151/05	11/01/2008	Refus des tribunaux internes d'enregistrer des associations ou dissolution des associations requérantes.	CM/Del/Dec(2026)1563/H46-15
14	GROUPE NISIOTIS	GRÈCE	34704/08	20/06/2011	Surpopulation carcérale et autres mauvaises conditions de détention. Défaut de recours effectifs.	CM/Del/Dec(2025)1537/H46-14
15	GROUPE MICHA ET AUTRES	GRÈCE	13991/20	08/01/2025	Non-exécution des décisions internes. Problèmes récurrents dans le système juridique (avant l'entrée en vigueur de la loi 4759/2020) concernant la levée des charges et la modification des plans d'urbanisme	Premier examen

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
16	TRAPITSYNA ET ISAEVA	HONGRIE	5488/22	17/03/2025	Expulsion pour des raisons de sécurité nationale sur la base d'informations classifiées non divulguées, sans garanties procédurales suffisantes.	Premier examen
17	ALHOWAIS SHAHZAD n° 2	HONGRIE	59435/17 37967/18	02/05/2023 05/01/2024	Mauvais traitements infligés aux migrants par les agents des forces de l'ordre et les agents chargés des contrôles aux frontières, défaut de protection de la vie, et ineffectivité des enquêtes à cet égard.	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-19
18	BAKA	HONGRIE	20261/12	23/06/2016	Absence de droit d'accès à un tribunal pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une violation de son droit à la liberté d'expression.	CM/Del/Dec(2025)1521/H46-15 CM/Del/Dec(2026)1563/A1
19	GROUPE PENNINO GROUPE CROCE ET AUTRES	ITALIE	43892/04 17607/08	17/12/2014 16/12/2021	Inexécution ou de l'exécution tardive de décisions de justice internes définitives et impossibilité pour les requérants d'obtenir leur exécution par le biais d'une procédure d'exécution.	CM/Del/Dec(2025)1521/H46-20
20	GROUPE TALPIS J.L. M.S. SCUDERONI	ITALIE	41237/14 5671/16 32715/19 6045/24	18/09/2017 27/08/2021 07/10/2022 23/12/2025	Manquement à l'obligation positive d'évaluer de manière adéquate le risque pour la vie dans les cas de violence domestique et d'assurer une réponse adéquate et en temps utile. Sexisme dans la perception du phénomène de la violence à l'égard des femmes, y compris dans les décisions de justice, conduisant à une victimisation secondaire. Impunité pour des actes de violence domestique due à la combinaison de la passivité judiciaire et des changements intervenus dans le régime de prescription.	CM/Del/Dec(2025)1531/H46-23
21	L.	LITUANIE	27527/03	31/03/2008	Absence de législation régissant les conditions et les procédures relatives au traitement médical de changement de sexe.	CM/Del/Dec(2025)1521/H46-21 CM/Del/Dec(2025)1545/A2
22	GROUPE COSOVAN	RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	13472/18	22/06/2022	Défaut de soins médicaux adéquats en prison, absence de recours effectifs et absence de raisons suffisantes pour prolonger la détention provisoire.	CM/Del/Dec(2024)1514/H46-26

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
23	G.M. ET AUTRES	RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	44394/15	22/02/2023	Avortements forcés et mesures de contrôle des naissances imposés à des personnes handicapées mentales ; manquement à l'obligation de mener une enquête effective.	CM/Del/Dec(2025)1531/H46-26
24	GROUPE DEDIĆ ET AUTRES	MONTÉNÉGRO	4847/20	11/04/2024	Non-exécution de décisions judiciaires définitives à l'encontre d'entreprises appartenant à la collectivité/d'État.	CM/Del/Dec(2025)1531/H46-27
25	GROUPE AD OSIGURITELNA POLISA SKOPJE ET AUTRES	MACÉDOINE DU NORD	62544/19	18/11/2025	Non-exécution de décisions judiciaires définitives à l'encontre d'une entreprise publique et d'une résidence étudiante gérée par l'État	Premier examen
26	BAK GROUPE MAJEWSKI RUTKOWSKI ET AUTRES Jan ZAŁUSKA, Marianna ROGALSKA ET 398 AUTRES REQUÊTES	POLOGNE	7870/04 52690/99 72287/10 53491/10	16/04/2007 11/01/2006 07/10/2015 20/06/2017	Durée excessive des procédures civiles et pénales et dysfonctionnements du recours interne.	CM/Del/Dec(2023)1475/H46-24
27	PIETRZAK ET BYCHAWSKA-SINIARSKA ET AUTRES	POLOGNE	72038/17	28/08/2024	Insuffisance des garanties offertes par la loi contre l'arbitraire et les abus en matière de surveillance secrète, de conservation et d'accès aux données de communication.	Premier examen
28	E.B. GROUPE M.G.C.	ROUMANIE	49089/10 61495/11	19/03/2019 15/06/2016	Violation de l'obligation positive de l'État d'appliquer effectivement un système de droit pénal sanctionnant tout acte sexuel non consenti, en particulier lorsque les victimes sont des enfants et des personnes souffrant d'un handicap psychosocial ou intellectuel.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-26
29	GROUPE MARIA ATANASIU ET AUTRES VĂLEANU ET AUTRES	ROUMANIE	30767/05 59012/17	12/01/2011 03/04/2023	Ineffectivité du mécanisme mis en place afin de permettre la restitution de ou l'indemnisation pour les propriétés nationalisées. Ineffectivité continue du mécanisme de restitution.	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-33
30	BUCUR ET TOMA	ROUMANIE	40238/02	08/04/2013	Condamnation d'un lanceur d'alerte pour avoir révélé des informations sur la surveillance secrète et illégale de citoyens par les services de renseignement ; absence de garanties dans le cadre législatif régissant la surveillance secrète.	CM/Del/Dec(2024)1514/H46-32

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
31	UKRAINE c. RUSSIE (Crimée)	FÉDÉRATION DE RUSSIE	20958/14	25/06/2024	multiples violations de la Convention concernant les événements survenus en Crimée entre le 27/02/2014 et le 16/09/2022, date à laquelle la Fédération de Russie a cessé d'être partie contractante à la Convention. Les violations concernent : le droit à la vie, l'interdiction des traitements inhumains ou dégradants, le droit à la liberté à la sûreté, le droit à un procès équitable, pas de peine sans loi, le droit au respect de la vie privée et familiale, la liberté de religion, la liberté d'expression, la liberté de réunion, l'interdiction de la discrimination, la limitation de l'usage des restrictions aux droits, la protection de la propriété, le droit à l'éducation, la liberté de mouvement.	CM/Del/Dec(2025)1521/H46-29
32	UKRAINE ET PAYS-BAS c. RUSSIE (Libération et retour en toute sécurité de toutes les personnes privées de liberté)	FÉDÉRATION DE RUSSIE	8019/16	09/07/2025	Violations multiples, flagrantes et sans précédent de la Convention en Ukraine	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-34
33	GROUPE MOZER	FÉDÉRATION DE RUSSIE	11138/10	23/02/2016	Diverses violations ayant trait à la région transnistrienne de la République de Moldova.	CM/Del/Dec(2025)1537/H46-34
34	GROUPE VOLODINA	FÉDÉRATION DE RUSSIE	41261/17	04/11/2019	Absence de protection contre des violences domestiques et défaut d'enquête effective	CM/Del/Dec(2022)1451/H46-36
35	GROUPE R. KACAPOR	SERBIE	2269/06	07/07/2008	Non-exécution des décisions judiciaires définitives à l'encontre d'entreprises appartenant à la collectivité	CM/Del/Dec(2025)1531/H46-35
36	VEREIN KLIMASENIORINNEN SCHWEIZ ET AUTRES	SUISSE	53600/20	09/04/2024	Manquement de l'État à son obligation positive de mettre en œuvre des mesures suffisantes de lutte contre le changement climatique.	CM/Del/Dec(2025)1537/H46-37
37	GROUPE ZOLTÁN VARGA PLECHLO	RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	58361/12 18593/19	22/11/2021 26/01/2024	Opération de surveillance, sans garanties juridiques adéquates contre les abus en raison du pouvoir pratiquement illimité exercé par le service de renseignement slovaque.	CM/Del/Dec(2024)1492/H46-32

	Affaire	Etat	Requête	Arrêt définitif le	Violation	Lien vers la dernière décision
38	KAVALA KAVALA (No.2)	TÜRKİYE	28749/18 2170/24	12/05/2020 11/07/2022 (Art. 46§4) 25/08/2026	Détention injustifiée et prolongée du requérant en l'absence de soupçon raisonnable, condamnation fondée sur de graves dysfonctionnements dans la procédure pénale, affectant tant l'équité de la procédure que les garanties d'indépendance et d'impartialité des tribunaux, et ayant pour objectif sous-jacent de le punir pour son rôle dans les manifestations du parc de Gezi, pour avoir exprimé ses opinions en tant que défenseur des droits humains et de le réduire au silence.	CM/Del/Dec(2026)1569/H46-39
39	YÜKSEL YALÇINKAYA YASAK	TÜRKİYE	15669/20 17389/20	26/09/2023 05/05/2026	Condamnation pour appartenance à l'organisation terroriste armée, sans établissement individualisé des éléments matériel et moral constitutifs de l'infraction.	CM/Del/Dec(2025)1531/H46-41 Premier examen (Yasak)
40	GROUPE GURBAN	TÜRKİYE	4947/04	15/03/2016	Absence de mécanisme de révision pour les peines à perpétuité.	CM/ResDH(2025)264
41	GROUPE SELAHATTİN DEMİRTAŞ n° 2	TÜRKİYE	14305/17	22/12/2020	Détention injustifiée des requérants en l'absence de raisons plausibles de les soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique. Levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner les requérants en raison de leurs discours politiques.	CM/Del/Dec(2026)1569/H46-42
42	GROUPE MERIT GROUPE SVETLANA NAUMENKO	UKRAINE	66561/01 41984/98	30/06/2004 30/03/2005	Durée excessive des procédures pénales et civiles et absence de recours effectif.	CM/Del/Dec(2023)1468/H46-37
43	LUTSENKO	UKRAINE	6492/11	19/11/2012	Restrictions à la liberté visant à punir les requérants pour des raisons autres que celles autorisées par la Convention.	CM/Del/Dec(2025)1521/H46-37
44	GROUPE McKERR	ROYAUME-UNI	28883/95	04/05/2001	Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	CM/Del/Dec(2025)1545/H46-46